

**Association Le Cheval Bleu**

**29/31, rue Roger Salengro  
BP 73**

**62160 BULLY LES MINES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2020**

---

**AUDIT LEGALIS**

**293, AVENUE DE LA POLONIA – ZAC DU BORD DES EAUX**

**BP 50025 – 62251 HENIN-BEAUMONT CEDEX**

## Association Le Cheval Bleu

29/31, rue Roger Salengro  
BP 73

62160 BULLY LES MINES

Hénin-Beaumont, le 25 Octobre 2021

### EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Aux Membres de l'Association,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LE CHEVAL BLEU relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LE CHEVAL BLEU à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie du COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne le traitement des créances usagers et produits à recevoir notamment en matière de subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association LE CHEVAL BLEU à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Hénin-Beaumont, le 26 Octobre 2021

**LA SARL AUDIT LEGALIS,**  
**COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
Représentée par Jean-Marie COUVEZ



# Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	2 202	2 202		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	249 419		249 419	249 419
Constructions	393 614	193 840	199 774	215 805
Installations techniques, matériel et outillages industriels	808	808		
Autres immobilisations corporelles	324 434	242 426	82 008	47 191
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	1 000		1 000	1 000
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	7 413		7 413	4 465
<b>TOTAL I</b>	<b>978 891</b>	<b>439 276</b>	<b>539 615</b>	<b>517 880</b>
Comptes de liaison				
<b>II</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	167 104	19 958	147 146	57 824
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	90 602		90 602	55 479
Valeurs mobilières de placement	50 451		50 451	50 106
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	636 629		636 629	680 104
Charges constatées d'avance	12 089		12 089	5 799
<b>TOTAL III</b>	<b>956 875</b>	<b>19 958</b>	<b>936 917</b>	<b>849 312</b>
Frais d'émission des emprunts				
<b>IV</b>				
Primes de remboursement des obligations				
<b>V</b>				
Écart de conversion actif				
<b>VI</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>1 935 766</b>	<b>459 235</b>	<b>1 476 532</b>	<b>1 367 192</b>

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels





## Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2020	31/12/2019
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	81 668	60 604
Report à nouveau	351 341	258 235
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	8 785	
Excédent ou déficit de l'exercice	118 135	2 925
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	9 860	
<b>Situation nette</b>	<b>551 143</b>	<b>321 765</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	150 887	269 582
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>702 030</b>	<b>591 347</b>
Comptes de liaison		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	260 484	181 484
<b>TOTAL III</b>	<b>260 484</b>	<b>181 484</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	228 881	254 456
Emprunts et dettes financières diverses	9 633	10 328
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 379	49 263
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	202 845	197 192
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	12 280	23 122
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		60 000
<b>TOTAL V</b>	<b>514 017</b>	<b>594 360</b>
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>1 476 532</b>	<b>1 367 192</b>

# Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2020	31/12/2019
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	366 056	357 398
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	774 651	
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	774 651	
Subventions d'exploitation	683 215	1 286 067
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	2 026	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	14 880	8 070
Utilisations des fonds dédiés	21 000	
Autres produits	1 863	2 298
<b>TOTAL I</b>	<b>1 863 691</b>	<b>1 653 834</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	2 676	3 804
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	373 480	334 860
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	75 416	70 672
Salaires et traitements	858 434	797 872
Charges sociales	307 117	293 833
Dotations aux amortissements et dépréciations	31 362	49 936
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	100 000	98 870
Autres charges	2 979	1 142
<b>TOTAL II</b>	<b>1 751 464</b>	<b>1 650 989</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>112 227</b>	<b>2 845</b>

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels





# Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 733	1 603
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>1 733</b>	<b>1 603</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 267	3 612
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>3 267</b>	<b>3 612</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-1 534</b>	<b>-2 009</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>110 693</b>	<b>835</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		3 179
Sur opérations en capital	7 452	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>7 452</b>	<b>3 179</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	10	14
Sur opérations en capital		1 075
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>10</b>	<b>1 089</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>7 442</b>	<b>2 090</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>1 872 876</b>	<b>1 658 615</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 754 741</b>	<b>1 655 690</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)</b>	<b>118 135</b>	<b>2 925</b>
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	774 651	
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

# Règles et méthodes comptables

## Présentation de l'association

Le Cheval Bleu propose des services intégrés contribuant à faciliter l'insertion des personnes en difficulté psychologique :

- L'équipe mobile, psychiatrie précarité
- Le SAMSAH spécialisé dans le handicap psychique
- La pré insertion professionnelle
- Le logement, par des appartements associatifs et la résidence accueil
- Le Club, étroitement associé au GEM de Liévin,
- Les ateliers de création,
- Les groupes thérapeutiques spécialisés pour les auteurs de violence familiale ou de violences sexuelles.

Ci-après les effectifs moyens par catégorie :

Catégorie	Effectif moyen au 31/12/2020
Cadre	4.67
Employé	22.35
Contrat aidé + CDD	1
Stagiaire	Non mis sur paie

## Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

Le siège social : 31 rue Roger Salengro à Bully-Les-Mines

La résidence accueil : 13 rue Jules Verne à Bully-

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 1 476 532 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 118 135 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 6 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et du règlement ANC n°2019-04 du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Faits caractéristiques

**Changement du plan comptable**

La première mise en application des règlements ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 et ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif entraînent des changements de méthodes comptables avec effet rétrospectif ayant une incidence sur certaines rubriques du bilan actif, du bilan passif et du compte de résultat. Conformément à l'article 611-1 du règlement ANC n°2018-06 précité, les reclassements opérés ont été portés au compte de résultat "report à nouveau" ou transférés dans des comptes équivalents prévus par les règlements précités.

La mise en œuvre des deux règlements, la première année de leur application, ne permet pas de se servir de la colonne n-1 selon le même format que la présentation des comptes de l'année précédente car les tableaux de synthèse ont été modifiés par le règlement précité. Les reclassements opérés à la colonne n-1 ainsi que toutes les explications nécessaires à leur compréhension sont détaillés dans les tableaux comparatifs afin de garantir l'intangibilité du bilan d'ouverture avec les comptes de l'exercice précédent.

**Contexte sanitaire et incidences financières**

Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite.

A ce jour les conséquences, qui en découlent sur la santé financière des structures est difficilement prévisible, compte-tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture 2020, nous avons établi les comptes sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

**Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Constructions 10 à 50 ans,
- Agencements et aménagements des constructions 10 à 20 ans,
- Installations industrielles 5 à 10 ans,
- Matériel et outillage 5 à 10 ans,
- Matériel de transport 4 à 5 ans,
- Mobilier de bureau 10 ans.

**Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

**Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

**Engagements de départ à la retraite**

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 2.50%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 75 429 euros.

#### Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

#### Information requises par l'article R.123-198-9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 7 362,60€ TTC.

**Association Le Cheval Bleu**

**29/31, rue Roger Salengro  
BP 73**

**62160 BULLY LES MINES**

## **R A P P O R T   S P E C I A L**

**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES.**

**EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2020**

---



**Association Le Cheval Bleu**

**29/31, rue Roger Salengro  
BP 73**

**62160 BULLY LES MINES**

Hénin-Beaumont, le 25 Octobre 2021

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L 612-5 du Code de commerce.

**LA SARL AUDIT LEGALIS,  
COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
Représentée par Jean-Marie COUVEZ

